

LE PÉTROLE ET LE GAZ DANS LA TRANSITION

ÉNERGÉTIQUE MONDIALE

Pierre GADONNEIX

Vendredi 8 juin 2018

- Jean Eudes Moncomble m'a sollicité sans doute pour mon passé d'énergéticien œcuménique : gaz, électricité et Conseil Mondial de l'Energie.
- Défi délicat avant les conclusions que délivrera la table ronde avec la participation de Jean-Marie Dauger «Co-chair» du CME.
- Certains retrouveront des idées que je viens de développer dans un article du dernier numéro de La Revue de l'Energie, en effet, plutôt que de me contredire, je risque de me répéter.
- Je vais vous faire part de quelques convictions ou interrogations en m'efforçant d'être audacieux sur le fond pour intéresser l'auditoire mais prudent sur la forme pour respecter les convictions de chacun.

Dans le contexte de la transition énergétique largement médiatisée, les énergies renouvelables surtout et la production d'électricité à juste titre ont la priorité des analyses et commentaires car ces deux formes d'énergie sont appelées à connaître un très fort développement.

Cependant, le pétrole et le gaz qui représentent plus de la moitié de la consommation énergétique ont un rôle majeur à jouer dans cette transition énergétique et continueront à fournir une part importante de l'énergie consommée dans les 20 à 50 ans que ce soit dans le scénario de l'AIE à 25 ans ou celui du WEC à 45 ans.

Je me propose de faire part de mes réflexions autour de 3 thèmes :

- 1) L'Europe ne peut imposer au monde son modèle énergétique.
- 2) Les opérateurs pétroliers et gaziers s'expriment dans les médias et agissent de façon rationnelle.
- 3) Le secteur de l'énergie nécessite pour les opérateurs et les Etats une vision de long terme qui n'autorise pas de se tromper d'échelle de temps.

1) **Dans le domaine énergétique, l'Europe est une exception mondiale et non un modèle qui peut être généralisé**

- Avec une consommation énergétique un peu supérieure à 10 % aujourd'hui et inférieure à 10 % demain, l'Europe ne peut prétendre imposer son modèle à 90 % des consommateurs du reste du monde.
- C'est une judicieuse initiative d'avoir rassemblé à ce 7^{ème} Forum Européen de l'Energie des intervenants avec une expérience internationale qui déborde les frontières de l'Europe.
- Une donnée essentielle **qui différencie l'Europe et plus généralement les pays de l'OCDE** plus la Russie des autres pays hors OCDE est la croissance de la **consommation énergétique** toutes énergies confondues dans les 25 à 45 prochaines années.

Plus de 40 % de croissance pour les pays non OCDE, quasi stagnation pour les pays OCDE sur les 25 prochaines années.

Pour ces pays avides de croissance de la consommation d'énergie, toutes les formes d'énergie sont nécessaires et seront encouragées avec la préoccupation de valoriser au mieux les infrastructures et investissements nécessaires.

De même, les pays producteurs ont le souci de valoriser au mieux l'exploitation des ressources d'hydrocarbures. On voit mal dans ces conditions ce qui pourrait inciter certains producteurs **à accepter de laisser en terre au nom de la sauvegarde de la planète** et de la lutte contre le réchauffement climatique des barils de pétrole et des m³ de gaz économiquement exploitables.

Sinon à imaginer **des mécanismes mondiaux coercitifs ou incitatifs** d'une ampleur difficile à mettre en œuvre.

Il n'y a guère qu'en Europe que l'on ferme des capacités de production exploitables et rentables du fait de l'incitation financière à générer des surcapacités.

Le volume des coûts échoués ainsi générés est important et constitue une part significative du coût de la transition énergétique en Europe.

- Il n'est donc pas surprenant que les scénarios d'AIE ou du WEC prévoient à moyen terme au niveau mondial une forte croissance de la consommation de gaz (+50 %), et une stabilisation voire une légère croissance de la consommation de pétrole

2) Les opérateurs pétroliers et gaziers mondiaux s'expriment et agissent de façon rationnelle

- Tous les opérateurs Etats producteurs et entreprises gazières et pétrolières dans leurs expressions publiques ont pris en compte la nécessité d'adapter leurs stratégies pour tenir compte des attentes des opinions et des Etats en matière de transition énergétique.

Ces stratégies visent à investir et innover pour améliorer l'efficacité de l'ensemble de la filière pétrolière et gazière et réduire les émissions de CO₂.

- La conférence de Paris en 2015, la COP 21 a été un déclencheur ou un révélateur de ces prises de positions publiques.
- Certains opérateurs considèrent même judicieux de préparer un avenir hors gaz et pétrole et charbon, c'est-à-dire électrique, renouvelable ou nucléaire.

Les médias se font l'écho de grands projets hors du champ traditionnel des hydrocarbures mais si on regarde les chiffres, il n'y a aucune équivoque sur la stratégie de ces grandes entreprises : l'exploration production de gaz et pétrole reste le cœur du métier. La diversification dans le renouvelable ou le nucléaire reste limitée même si elle est réelle.

Je regardais les chiffres d'un grand pétrolier international en pointe sur cette diversification, le montant des investissements qui leur est consacré est très inférieur à 10 % du montant des investissements.

J'en conclus :

- Les opérateurs et les Etats pétroliers et gaziers s'expriment et agissent de façon rationnelle.

3) Le secteur de l'énergie nécessite pour les opérateurs et les Etats, une vision de long terme qui n'autorise pas à se tromper d'échelle de temps

- Le secteur de l'énergie est caractérisé par des investissements lourds et coûteux, toutes énergies confondues pour la production, le transport et la distribution.
- Le plus souvent ces infrastructures ont des durées de vie longues de 50 ans à plus de 100 ans (barrages hydrauliques).

D'autre part,

- Le comportement des consommateurs n'évolue que lentement souvent à l'occasion d'un changement de génération.
- «En même temps», les incertitudes sur les paramètres clefs du secteur sont immenses.

À court et moyen terme, cela apparaît à l'évidence avec la volatilité du cours du pétrole et du gaz,

- À moyen et long terme, ce sont les incertitudes sur des ruptures technologiques ou géologiques ou climatiques.
- Investir lourdement dans un secteur aussi incertain nécessite :

- ❖ Une taille de l'investisseur suffisante pour amortir la volatilité,
- ❖ Et/ou des politiques publiques, mais c'est alors le risque de se tromper d'échelle de temps.

Dans ce secteur, les changements prennent du temps :

La transition énergétique est inéluctable à terme, il y aura une substitution des énergies fossiles par de l'électricité Renouvelable ou nucléaire. Mais on l'a vu dans les 25 ou 45 ans à venir... On aura besoin de toutes les formes d'énergie dès lors qu'elles prennent en compte les préoccupations en matière de sécurité et d'environnement. En particulier les énergies fossiles et tout particulièrement le pétrole et le gaz garderont un rôle essentiel – sans doute majoritaire – dans le bilan énergétique mondial.

- La sécurité de l'approvisionnement en ressources énergétiques face aux incertitudes et aux engagements de long terme ne peut être assurée que par une diversification des ressources. C'est une préoccupation constante exprimée dans la durée dans toutes les études du WEC. C'est pourquoi se fixer comme objectif de réduire à long terme la part d'une énergie dominante dans le mix énergétique n'est pas déraisonnable – mais en ne commettant une erreur d'appréciation sur l'échelle de temps.

Il s'agit de gérer la transition énergétique en ne sacrifiant pas dans les pays développés le court terme - C'est-à-dire les infrastructures existantes – au profit du long terme.

Pour mettre en œuvre une politique ambitieuse de long terme, il faut être performant à court terme et dans la durée.

Il s'agit donc de privilégier les investissements de capacité là où ils sont nécessaires et de préparer l'avenir en favorisant les innovations cohérentes avec la transition énergétique...

Comme les opérations pétrolières et gazières ? les Etats ont la responsabilité de définir et de mettre en œuvre des politiques énergétiques rationnelles et de long terme.

Ce n'est pas simple pour eux :

- Du fait de la complexité des enjeux, ce n'est pas simple parce que les politiques publiques doivent être acceptées par les opinions publiques,
- Ce n'est pas simple car il s'agit d'être rationnel dans un secteur à cycle long et où les opinions publiques peuvent fluctuer à court terme et de façon rationnelle.

Cette complexité m'avait conduit à promouvoir une étude récurrente au sein du WEC sur les politiques publiques, études qui se sont enrichies et développées depuis.

Je voudrais citer un exemple hors du champ du pétrole et du gaz qui illustre cette difficulté à concilier rationalité de long terme et attentes des opinions publiques volatiles.

C'est le nucléaire, deux faits :

- Le premier EPR a été mis en route hier à Taishan. J'avais, au nom d'EDF, conclu un accord de partenariat avec l'entreprise chinoise il y a un peu plus de 10 ans,
- Rosatom, 30 ans après le drame de Tchernobyl, est devenu le premier exportateur de centrales nucléaires.

Peut-on imaginer des comportements des Etats en «même temps» politiques et rationnels.

C'est possible, ce n'est pas simple, je suis optimiste.